

Dix ans de développement économique

Première partie ou la spécialisation des activités économiques dans les territoires

L'espace transfrontalier

1. Evolutions globales de l'emploi privé 1995-2005	2	3
2. Evolutions sectorielles	2	3
3. Dans les aires urbaines des territoires	4	5
4. Hors des aires urbaines	6	7
5. Le paysage économique régional	8	9

L'aire urbaine de Genève

1. Le schéma général de l'étalement économique dans les aires urbaines	10	11
2. L'aire urbaine de Genève s'inscrit dans la logique commune	12	13
3. L'aire urbaine de Genève est marquée d'un fort effet frontière	14	15

Définitions, nomenclatures et méthodes	18	19
--	----	----

Deuxième partie ou les pôles d'activité / l'aire urbaine de Genève côté suisse

L'espace transfrontalier

1. L'emploi privé entre 1995 et 2005 en résumé	20	21
2. Concentration des branches par commune : les pôles d'activités	20	21

Le district de Nyon

1. L'emploi privé 1995-2005	22	23
2. Le district de Nyon dans l'aire urbaine de Genève	22	23

Première partie ou la spécialisation¹

Cette analyse consiste, à partir des données sur le tissu économique des quatre territoires de l'espace transfrontalier (cantons de Genève et de Vaud; départements de l'Ain et de la Haute-Savoie), à dégager, d'une part, leurs spécificités et, d'autre part, d'éventuelles différences dans le potentiel de développement, notamment dans des branches à la pointe de l'innovation.

En l'état, elle met en évidence un effet frontière fort sur l'évolution de la répartition territoriale des activités économiques dans l'agglomération transfrontalière genevoise et sur leur nature. Pour ne prendre que l'un des exemples parmi les plus frappants : côté suisse, on trouve une industrie qui se déploie dans des domaines de pointe, et, côté français, le développement d'activités dans le domaine de l'économie résidentielle, très en lien avec la croissance démographique. L'étude établit, éclaire et détaille ce que d'aucuns parmi les acteurs à l'œuvre dans l'espace de vie et de travail franco-valdo-genevois pressentent non sans inquiétude parfois.

¹ Cette première partie a été publiée sous forme d'un dossier, joint à la Synthèse annuelle 2007 de l'Observatoire statistique transfrontalier (OST). La deuxième partie a fait l'objet d'une fiche thématique (12*) diffusée en février 2010. Réunis en un seul document, les deux volets de l'analyse sont mis à disposition sur le site Internet de l'OST.

L'espace transfrontalier

1. Evolutions globales de l'emploi privé 1995 - 2005

Sur l'ensemble des territoires de l'espace transfrontalier, l'emploi dans le secteur privé augmente de 14%, entre 1995 et 2005. Son accroissement est plus fort côté français que côté suisse (+ 20% en Haute-Savoie et + 19% dans l'Ain, contre + 11% dans le canton de Genève et + 9% dans celui de Vaud).

Une vitalité économique marquée

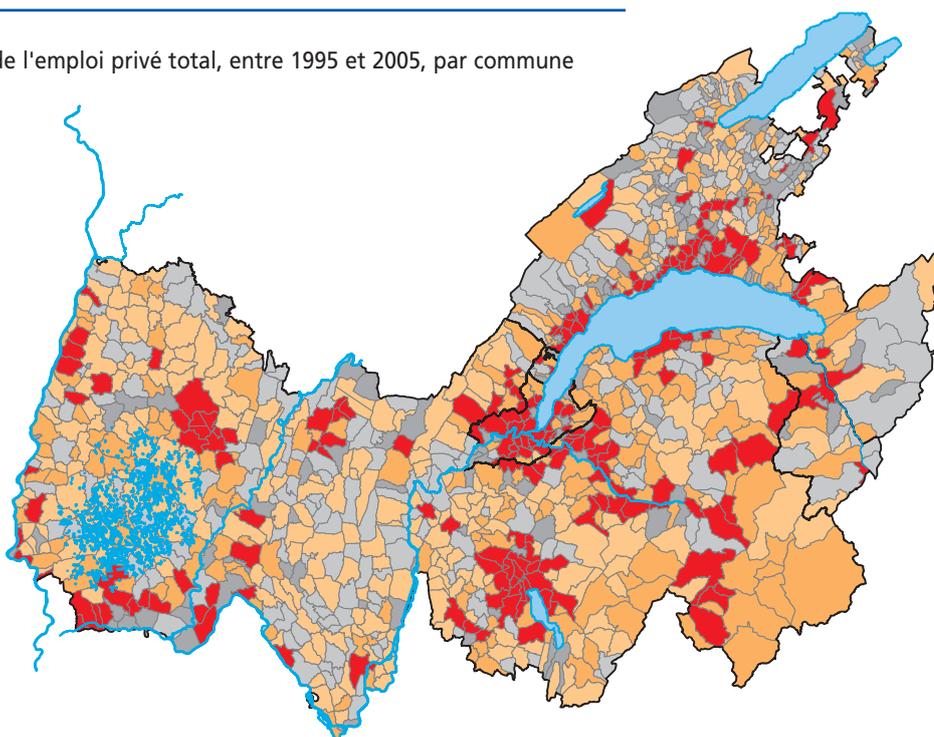
Les évolutions d'emploi par commune mettent en évidence le dynamisme fort et général du bassin lémanique, côté suisse comme côté français. Le canton de Genève y contribue grandement. En Haute-Savoie, l'axe Sud (région d'Annecy), l'axe Est (vallée de l'Arve) ainsi que les régions de montagne dont le tourisme est le moteur enregistrent une croissance marquée. Plusieurs pôles de développement économique émaillent le département de l'Ain, dont deux sous l'influence d'une métropole, Lyon d'un côté, Genève de l'autre. Dans le canton de Vaud, au-delà de l'arc lémanique, diversité de rythme et dispersion également : parmi les régions les plus dynamiques figure notamment la vallée de Joux.

Espace transfrontalier

Variation absolue de la densité de l'emploi privé total, entre 1995 et 2005, par commune

Emplois par km²

- Plus de 10
- Plus de 2 à 10
- Plus de 0 à 2
- Plus de -2 à 0
- -2 et au-dessous



Fond cartographique : IGN, SWISSTOPO, DCMO. Sources statistiques : INSEE, OFS.

2. Evolutions sectorielles

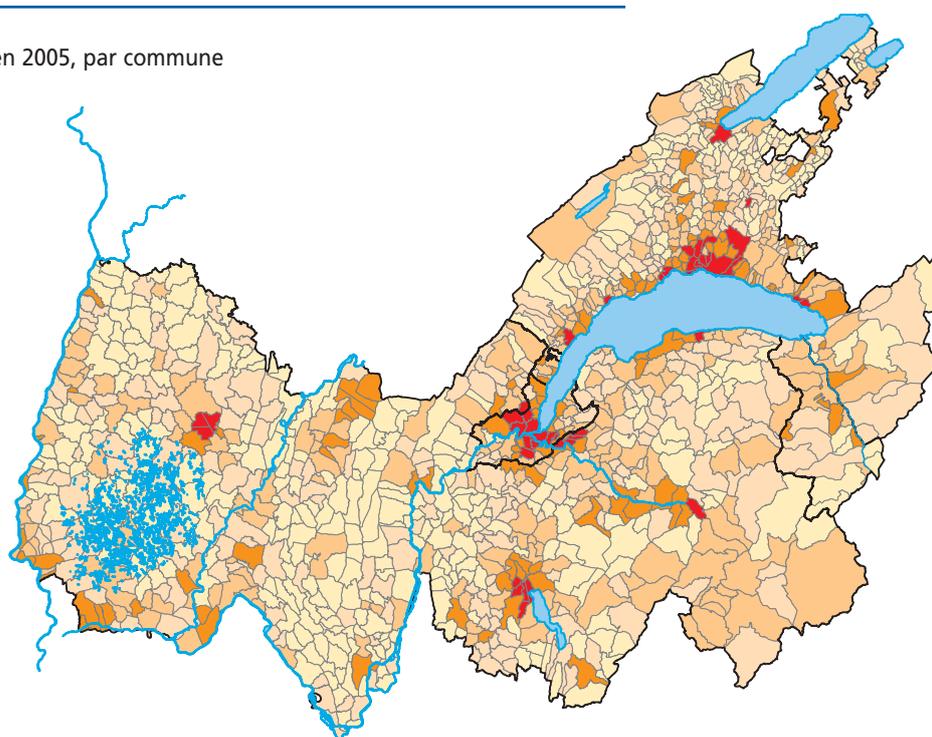
Le secteur tertiaire est le moteur de la progression de l'emploi privé dans l'espace transfrontalier (+ 21 %, contre + 14 % pour l'ensemble des activités). Chacun des territoires en bénéficie largement. A l'inverse, le secondaire, stable dans l'ensemble de l'espace transfrontalier, augmente légèrement dans les deux départements français tandis qu'il diminue dans les deux cantons suisses.

La branche *électronique, mécanique de précision, horlogerie*, dont le nombre d'emplois est déjà plus important côté suisse, y croît de manière plus rapide, tandis qu'elle régresse dans les territoires français. La situation est inversée pour la *construction*, qui progresse en France et reste stable en Suisse.

Dans le secteur tertiaire, le *commerce de détail* et l'*hôtellerie-restauration* se développent davantage dans les départements français. Les activités de *transports et communications*, de *services aux entreprises* et du domaine de la *santé* font preuve d'un très fort dynamisme dans l'ensemble des territoires.

Le dynamisme du tertiaire

Espace transfrontalier
 Densité de l'emploi privé total, en 2005, par commune



Fond cartographique : IGN, SWISSTOPO, DCMO. Sources statistiques : INSEE, OFS.

Les aires urbaines concentrent 9 emplois privés sur 10

3. Dans les aires urbaines des territoires

L'espace transfrontalier se compose de treize aires urbaines (voir définitions page 28) dont la totalité des communes qui les composent se situe dans ses limites géographiques, ainsi que quatre aires urbaines dont une partie plus ou moins importante se situe en dehors de son périmètre. Au total, sept communes sur dix sont rattachées à une aire urbaine et près de neuf emplois privés sur dix y sont recensés. Cette proportion diffère selon les territoires, allant de 77% dans l'Ain à 100% dans le canton de Genève, en passant par 87 % en Haute-Savoie comme dans le canton de Vaud. La principale aire urbaine de la région est Genève. Viennent ensuite Lausanne et, assez loin derrière, Annecy.

L'emploi privé augmente plus fortement dans les aires urbaines (+ 14%) que dans l'ensemble des communes qui ne sont pas rattachées à une aire urbaine (+ 10%).

Dans les principales aires urbaines (comptant plus de 15 000 emplois), l'industrie perd des emplois de façon plus ou moins importante. Pour certaines aires urbaines, la part de l'industrie dans le total de l'emploi est supérieure à 50 %. Dès lors, l'ampleur de la baisse peut avoir un

Emploi dans le secteur privé, en 2005 et évolution entre 1995 et 2005, selon l'activité économique, par territoire

	Espace transfrontalier									
	Emplois en 2005					Variation entre 1995 et 2005, en %				
	Genève	Vaud	Ain	Haute-Savoie	Ensemble	Genève	Vaud	Ain	Haute-Savoie	Ensemble
Secteur secondaire	37 847	60 673	65 530	77 163	241 213	-3,0	-3,9	2,9	2,8	0,2
Industries alimentaire, des boissons et du tabac	1 178	4 323	5 496	6 854	17 851	-43,6	5,7	-6,3	-3,6	-6,8
Métallurgie et travail des métaux	1 533	4 845	6 760	19 896	33 034	-32,1	-13,7	0,5	-5,9	-7,6
Fabrication de machines et d'équipements	1 887	4 793	6 559	8 635	21 874	-7,9	-19,1	0,5	-1,4	-6,0
Electronique, mécanique de précision, horlogerie	7 956	6 801	1 265	1 913	17 935	28,8	35,1	-41,8	-9,3	15,7
Autres industries manufacturières	10 568	16 109	29 610	19 089	75 376	-10,2	-12,4	2,6	-2,0	-4,0
Construction	14 562	22 201	15 168	20 081	72 012	0,2	-0,6	17,4	26,7	9,7
Autres activités du secteur secondaire	163	1 601	672	695	3 131	17,3	-6,7	16,3	21,7	4,2
Secteur tertiaire	159 768	184 085	88 455	145 815	578 123	14,7	13,5	34,6	31,6	21,0
Commerce et rép. véhicules auto, stations-service	4 280	7 555	4 164	5 872	21 871	-7,4	4,2	9,5	12,4	4,7
Commerce de gros et interméd. du commerce	14 786	14 569	8 062	11 941	49 358	18,1	-7,1	13,9	15,0	8,1
Commerce de détail	18 391	28 847	14 136	25 432	86 806	-7,4	-8,9	25,7	24,0	4,2
Hôtellerie et restauration	14 777	16 889	6 380	19 795	57 841	-1,0	-2,2	14,0	29,1	8,9
Transports et communications	11 174	13 009	8 356	10 827	43 366	34,5	64,8	40,2	41,4	45,5
Activités financières, assurances	23 750	12 316	2 421	4 803	43 290	4,5	-0,1	6,5	8,2	3,6
Activités immobilières, informatiques, R&D	8 280	9 618	4 190	9 384	31 472	62,3	67,9	46,3	19,1	45,9
Autres services fournis aux entreprises	29 944	28 886	18 139	25 200	102 169	28,7	30,2	87,1	55,4	43,2
Santé et activités sociales	17 788	32 385	14 053	15 377	79 603	20,5	21,4	38,4	46,1	28,1
Autres services	16 598	20 011	8 554	17 184	62 347	26,0	29,5	21,0	35,9	29,0
Total	197 615	244 758	153 985	222 978	819 336	10,8	8,7	19,0	20,0	14,0

Sources : OFS - Recensement fédéral des entreprises, INSEE - Unédic & Sirène.

impact fort sur l'ensemble de l'économie de la zone. C'est par exemple le cas à Oyonnax, où plus de 1 800 emplois industriels ont disparu entre 1995 et 2005. A l'inverse, Cluses, aire urbaine également fortement industrialisée, ne perd "que" 130 emplois sur la période.

L'*hôtellerie-restauration* est la branche moteur de l'économie des aires urbaines touristiques que sont Sallanches et, plus particulièrement, Chamonix Mont-Blanc, où près d'un emploi sur trois est lié à cette activité. De plus, en dix ans, les hausses d'emplois restent soutenues, renforçant l'importance de ces activités.

Dans les aires urbaines de Vevey-Montreux et Bourg-en-Bresse, les activités du secteur privé de la *santé* se distinguent, puisqu'elles y sont plus concentrées. Elles représentent près d'un emploi sur cinq, contre un emploi sur dix dans l'ensemble des aires.

Genève, Lausanne et Annecy

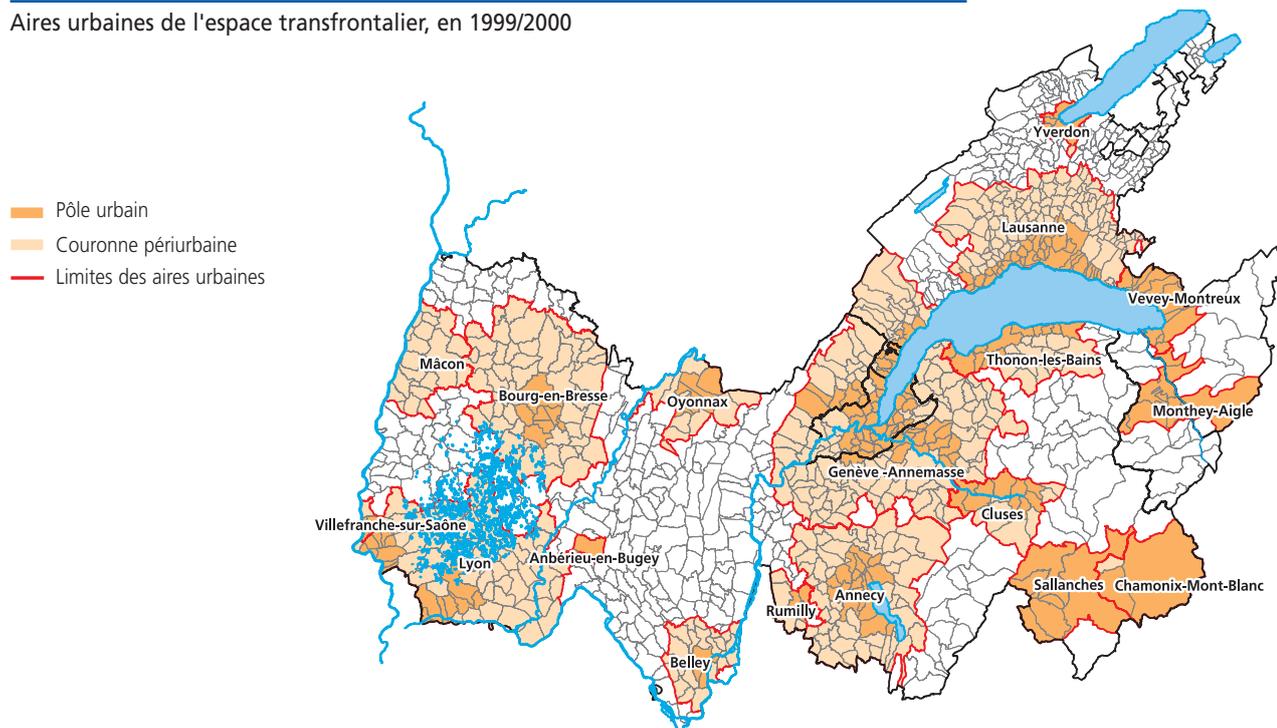
Les aires urbaines de Genève (267 000 emplois), Lausanne (150 000) et Annecy (73 000) sont les trois plus importantes de l'espace transfrontalier. Entre 1995 et 2005, la croissance du nombre d'emplois est un peu plus importante à Annecy (+ 20 %) qu'à Genève (+ 13 %) et Lausanne (+ 11 %).

**En 10 ans, + 20%
d'emplois privés
à Annecy**

Au niveau des branches d'activité, Annecy se caractérise par un développement plus important dans les domaines de la *construction*, du *commerce de détail* et de l'*hôtellerie-restauration*. Dans ces activités, la croissance à Genève et Lausanne n'est que faiblement positive, voire négative.

L'aire urbaine de Genève où se concentre plus de 60 % des emplois des *activités financières*, confirme son statut de pôle financier.

Aires urbaines de l'espace transfrontalier, en 1999/2000



Fond cartographique : IGN, SWISSTOPO, DCMO. Source statistique : Observatoire statistique transfrontalier.

4. Hors des aires urbaines

C'est dans l'Ain et le canton de Vaud qu'on dénombre le plus grand nombre de communes n'appartenant pas à une aire urbaine soit, respectivement, 208 (sur 419) et 174 (sur 384). La Haute-Savoie en compte 74 et le canton de Genève aucune.

12% des emplois privés

Les 95 500 emplois privés qui y sont recensés ne représentent "que" 12% du total des emplois des quatre territoires. Les branches d'activité les plus importantes sont l'*industrie* (29 700 emplois), l'*hôtellerie-restauration* (10 600) et la *construction* (10 200).

En terme d'évolution, les tendances sont similaires à celles enregistrées dans les aires urbaines. Les *services aux entreprises* (+ 41% entre 1995 et 2005), la *santé* et *activités sociales* (+ 28%) et la *construction* (+ 10%) sont les activités les plus dynamiques. Les activités industrielles (- 3%) sont en perte de vitesse.

Emploi dans le secteur privé en 2005 et évolution entre 1995 et 2005, selon l'activité économique, dans 16 des aires urbaines

	Espace transfrontalier									
	Industrie		Construction		Commerce de détail		Hôtellerie et restauration		Activités financières	
	Emplois en 2005	Variation en %	Emplois en 2005	Variation en %	Emplois en 2005	Variation en %	Emplois en 2005	Variation en %	Emplois en 2005	Variation en %
Ambérieu-en-Bugey	585	-28,3	419	122,9	713	26,9	175	66,7	110	39,2
Anney	15 830	-3,2	6 761	29,4	8 027	24,4	3 973	22,9	2 342	5,1
Belley	1 809	19,2	406	62,4	514	1,0	197	21,6	82	-17,2
Bourg-en-Bresse	7 199	-2,4	3 482	16,9	3 556	28,6	1 525	12,1	852	-17,5
Chamonix-Mont-Blanc	240	15,9	372	-0,3	884	16,3	2 126	27,5	83	2,5
Cluses	16 800	-0,8	1 637	10,0	1 659	7,6	659	29,5	402	27,6
Lyon (partie Ain)	12 400	17,3	3 642	11,2	2 564	46,3	1 340	28,8	341	68,8
Oyonnax	10 007	-15,5	868	13,6	1 246	19,3	343	16,7	371	27,9
Rumilly	3 463	0,7	378	62,9	456	14,9	129	33,0	69	72,5
Sallanches	2 000	-9,6	2 088	26,9	2 390	33,3	2 463	16,0	218	6,3
Thonon-les-Bains	4 419	-5,1	2 546	32,9	3 083	28,6	1 773	55,8	351	4,2
Genève	34 551	-5,1	21 142	5,9	29 544	2,4	19 209	2,7	26 022	4,7
Lausanne	20 036	-10,5	13 267	3,1	16 978	-13,1	9 136	4,0	9 863	4,2
Monthey-Aigle	3 738	-25,5	1 928	16,2	2 069	13,1	972	2,7	313	-7,1
Vevey-Montreux	2 431	-2,8	2 273	-9,6	3 678	2,5	2 659	-6,9	683	-21,4
Yverdon	1 507	-23,6	950	-22,7	1 706	-4,5	843	-3,1	294	-25,9
Total des aires urbaines	137 015	-6,1	62 159	9,9	79 067	4,6	47 522	8,3	42 396	3,8
Total hors aires urbaines	29 735	-3,7	10 194	9,8	8 602	0,1	10 574	10,9	1 056	-4,5
Total	166 750	-5,7	72 353	9,9	87 669	4,2	58 096	8,8	43 452	3,6

Sources : OFS - Recensement fédéral des entreprises, INSEE - Unédic & Sirène.

Emploi dans le secteur public en 2005 et évolution entre 1995 et 2005, selon l'activité économique, par territoire

	Emplois en 2005					Espace transfrontalier	
	Genève	Vaud	Ain	Haute-Savoie	Ensemble	Variation entre 1995 et 2005, en % (1)	
						Genève	Vaud
Secteur secondaire	1 478	894	48	145	2 565	- 3,6	- 19,9
Secteur tertiaire	70 181	48 926	31 691	47 244	198 042	9,3	- 5,0
Transports et communications	4 402	4 378	148	230	9 158	- 42,6	- 63,1
Administration publique	12 196	13 771	12 939	20 847	59 753	47,7	11,6
Education	12 751	17 694	10 365	13 817	54 627	3,0	18,0
Santé et activités sociales	13 986	8 688	7 750	11 525	41 949	25,0	23,3
Activités extra-territoriales	23 340	-	-	-	23 340	8,4	-
Autres services	3 506	4 395	489	825	9 215	9,8	-15,9
Total	71 659	49 820	31 739	47 389	200 607	9,0	-5,3

(1)) Données françaises 1995 non disponibles. Administration genevoise : augmentation due en partie à des mesures temporaires d'aide aux chômeurs.

Sources : OFS - Recensement fédéral des entreprises, INSEE - Unédic & Sirène.

Emploi dans le secteur privé en 2005 et évolution entre 1995 et 2005, selon l'activité économique, dans 16 des aires urbaines (fin)

	Services aux entreprises		Education		Santé		Services personnels		Espace transfrontalier	
	Emplois en 2005	Variation en %	Emplois en 2005	Variation en %	Emplois en 2005	Variation en %	Emplois en 2005	Variation en %	Emplois en 2005	Variation en %
Ambérieu-en-Bugey	1 119	209,1	103	25,6	458	69,0	91	9,6	4 542	41,8
Anncy	13 073	51,7	1 241	48,8	5 335	40,2	1 106	21,0	72 671	19,5
Belley	543	56,0	55	-51,3	629	49,1	78	32,2	4 849	21,3
Bourg-en-Bresse	5 725	76,5	698	5,9	5 796	26,7	487	6,3	36 893	19,8
Chamonix-Mont-Blanc	500	76,7	48	92,0	250	62,3	89	36,9	7 148	35,5
Cluses	3 927	49,0	221	74,0	1 304	49,0	241	19,3	30 653	9,7
Lyon (partie Ain)	3 454	150,3	307	-13,0	1 760	73,2	334	-1,8	33 785	33,2
Oyonnax	3 497	92,2	99	11,2	756	68,4	144	5,1	19 565	5,1
Rumilly	1 089	33,9	83	-6,7	251	112,7	78	8,3	7 005	17,4
Sallanches	1 531	74,6	192	104,3	1 804	24,7	311	38,8	17 509	27,3
Thonon-les-Bains	2 046	71,1	275	28,5	1 601	37,3	494	31,7	19 939	18,7
Genève	44 882	38,5	6 332	32,1	24 390	26,4	4 171	9,4	267 073	13,2
Lausanne	25 235	41,2	4 831	45,5	17 829	23,7	2 221	6,9	150 495	10,8
Monthey-Aigle	1 075	62,6	270	54,3	1 972	18,1	272	3,4	15 175	6,5
Vevey-Montreux	4 744	34,2	1 266	22,9	5 088	25,1	448	-12,7	27 380	5,2
Yverdon	746	5,4	414	84,0	2 214	18,8	418	-1,6	11 340	3,5
Total des aires urbaines	113 186	47,5	16 435	34,5	71 437	28,5	10 983	5,4	726 022	14,2
Total hors aires urbaines	6 314	41,0	1 423	20,9	8 973	28,1	1 096	2,6	95 450	9,8
Total	119 500	47,1	17 858	33,3	80 410	28,4	12 079	5,2	821 472	13,7

Sources : OFS - Recensement fédéral des entreprises, INSEE - Unédic & Sirène.

Ain

Haute-Savoie

Genève

Vaud

5. Le paysage économique régional

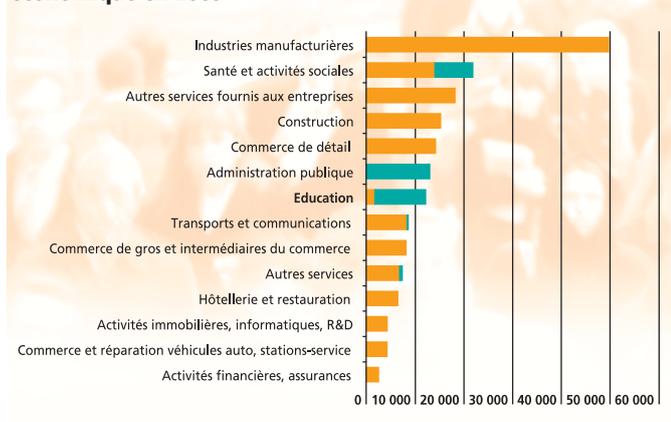
Un important tissu industriel caractérise le département de l'Ain. Les secteurs où il se distingue sont principalement la transformation des matières plastiques (la plasturgie dans la Plastics Valley autour d'Oyonnax), la fabrication de machines à usage spécifique et, dans une moindre mesure, la fabrication de meubles, la chimie organique et l'automobile (Renault Trucks).

L'activité économique du département de la Haute-Savoie est fortement orientée vers le tourisme. Les services y jouent globalement un rôle important. L'industrie y est traditionnellement bien implantée dans les secteurs de la mécanique et du travail des métaux. Les branches industrielles où le département se distingue sont le décolletage (deux tiers de l'emploi national de cette activité) et les fabrications d'articles de sport (ski), d'équipements mécaniques (roulements à billes), de produits métalliques et de machines outils.

Dans le canton de Genève, les activités extraterritoriales, et plus particulièrement les organisations internationales, bien qu'hors du champ de cette étude, sont l'un des moteurs de l'économie. Les activités financières et les industries horlogères et chimiques y jouent également un rôle important. Le commerce de gros, et plus particulièrement les activités de négoce, ainsi que les activités de gestion d'entreprise se sont fortement développés pour devenir des acteurs importants de l'économie genevoise. Ces dernières sont souvent incarnées par des entreprises multinationales qui implantent leur siège administratif à Genève pour piloter leurs activités internationales.

L'économie vaudoise est fortement axée sur les activités de services. Trois emplois sur quatre sont concentrés dans le secteur tertiaire (quatre sur cinq si l'on fait abstraction du secteur primaire). Les activités de commerce, celles liées à la santé et à l'action sociale ainsi que les services aux entreprises y sont prédominantes. Le constat d'une érosion du tissu industriel du canton, en termes d'emplois, ne doit pas masquer le dynamisme de son secteur exportateur, notamment dans la chimie et les produits pharmaceutiques ainsi que dans les instruments de précision - plus particulièrement les appareils médicaux - et dans l'horlogerie.

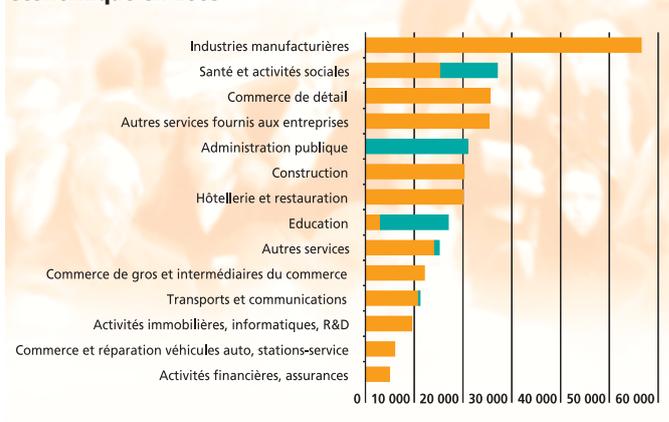
Ain : emplois dans les principales branches d'activité économique en 2005



■ Secteur privé
■ Secteur public

Sources statistiques : INSEE - Unédic, Sirène & CLAP.

Haute-Savoie : emplois dans les principales branches d'activité économique en 2005



■ Secteur privé
■ Secteur public

Sources statistiques : INSEE - Unédic, Sirène & CLAP.

Pour une vue d'ensemble : quelques chiffres sur le secteur public

Même s'il ne fait pas partie du champ de cette analyse, le secteur public (tableau page 17) a un poids important dans l'emploi des territoires. Ainsi, dans le canton de Vaud et les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, un emploi sur six est public. Dans le canton de Genève, la proportion est supérieure à un sur quatre. Cette plus forte proportion s'explique notamment par la présence des activités extraterritoriales.

Les emplois du secteur public se concentrent dans certaines branches. Ainsi, certaines activités relèvent complètement du domaine public (*administration publique, activités extraterritoriales*), tandis que d'autres (*transports et communications, éducation, santé et activités sociales*) se répartissent entre secteur privé et secteur public.

L'addition des emplois des secteurs privé et public permet de connaître le nombre total d'emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire. Avec 294 578 emplois, le canton de Vaud est le territoire le plus important. Le canton de Genève avec 269 274 emplois et le département de la Haute-Savoie (270 367) suivent de près. Plus loin arrive le département de l'Ain (185 724 emplois).

De 4 à 6 emplois sur 10

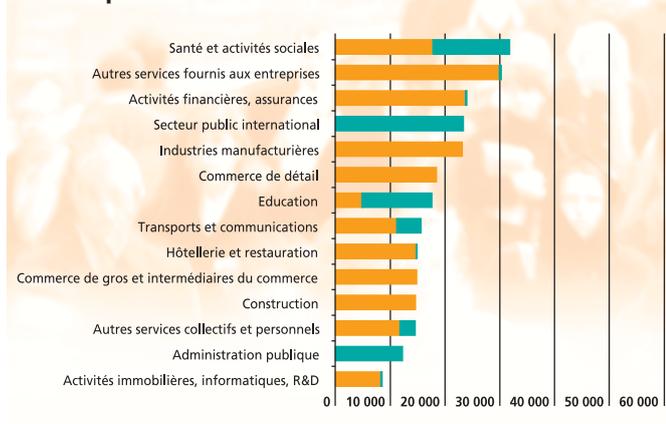
Quelques regroupements de branches d'activité

Activités financières : intermédiation financière (banques), gestion de portefeuilles, administration de marchés financiers, assurances, et activités qui leur sont liées.

Services aux entreprises : immobilier, informatique, activités financières, activités liées à la recherche et au développement, autres services fournis principalement aux entreprises (activités juridiques, comptables, conseil en gestion, bureaux d'architecte et d'ingénieurs, publicité, sélection de personnel, activités de nettoyage, etc).

Services de proximité : commerce de détail, hôtellerie-restauration, activités récréatives, culturelles et sportives, services personnels.

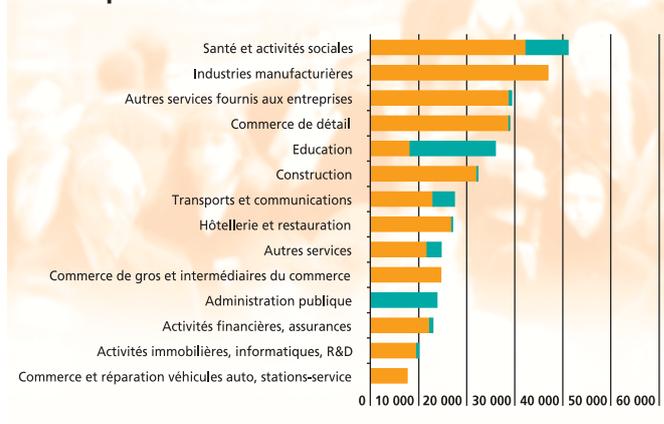
Genève : emplois dans les principales branches d'activité économique en 2005



■ Secteur privé
■ Secteur public

Sources statistiques : OFS / OCSTAT - Recensement fédéral des entreprises.

Vaud : emplois dans les principales branches d'activité économique en 2005



■ Secteur privé
■ Secteur public

Sources statistiques : OFS - Recensement fédéral des entreprises.

L'aire urbaine de Genève

L'aire urbaine de Genève (carte page 23) se prolonge vers le canton de Vaud (district de Nyon essentiellement) et la France voisine (Ain et Haute-Savoie). Non seulement sa couronne périurbaine, mais aussi son pôle urbain (la partie centrale de l'agglomération) s'étendent de part et d'autre des frontières nationale et cantonales. Une "banlieue" suisse et une "banlieue" française entourent donc Genève, elles-mêmes étant ceintes d'une couronne périphérique. Dans le périmètre de l'aire urbaine qui correspond grosso modo à celui de l'agglomération franco-valdo-genevoise, comment évoluent les structures économiques? Selon quelle logique? En définitive, dans quelle mesure et selon quelles modalités la frontière joue-t-elle un rôle dans le développement du tissu économique de l'aire urbaine genevoise?

1. Le schéma général de l'étalement économique dans les aires urbaines

Côté français, parmi les plus importantes aires urbaines (Paris mis à part), six ont été choisies pour l'étude : Lyon, Grenoble, Bordeaux, Lille, Nantes et Strasbourg. Elles représentent entre un demi-million et un million et demi d'habitants. Côté suisse, outre Genève (691 000 habitants), l'étude prend en considération Zurich (un million d'habitants) ainsi que Lausanne (deuxième rang dans l'espace transfrontalier, avec 311 000 habitants).

Pour l'ensemble des aires urbaines françaises ou suisses étudiées, la croissance de l'emploi privé atteint + 16% entre 1995 et 2005. L'évolution de l'emploi est positive dans chacune d'elles. Cependant, à l'intérieur des aires urbaines, les différentes zones (villes centre, autres communes du pôle urbain ou "banlieue", couronne périurbaine) se développent de manière différenciée. Même s'il existe quelques particularités, cette évolution obéit à un schéma d'ensemble, mis en évidence dans cette étude par une distinction entre effets sectoriel et géographique dans les gains ou dans les pertes d'emploi (définitions page 29).

9 aires urbaines sous la loupe

Emploi dans le secteur privé en 2005 et évolution entre 1995 et 2005 dans neuf aires urbaines, par zone géographique

	Emplois en 2005				Variation 1995 - 2005 en %			
	Ville centre	Banlieue	Commune périurbaine	Total	Ville centre	Banlieue	Commune périurbaine	Total
Lyon	205 465	347 093	79 046	631 604	13,1	17,2	31,9	17,4
Grenoble	55 671	100 571	22 340	178 582	6,4	19,6	45,2	17,7
Bordeaux	99 508	179 837	26 298	305 643	12,4	35,2	33,9	26,7
Lille	94 200	253 046	28 629	375 875	12,7	11,9	30,5	13,4
Nantes	98 942	115 439	35 578	249 959	15,8	50,4	40,9	33,3
Strasbourg	102 756	64 831	48 763	216 350	1,6	17,7	27,8	11,3
Lausanne	65 049	66 803	18 643	150 495	4,0	15,2	21,4	10,8
Zurich	266 273	235 312	47 116	548 701	6,2	8,5	7,3	7,3
Genève	102 735	129 226	35 112	267 073	1,7	21,8	22,1	13,2

Sources : OFS - Recensement fédéral des entreprises, INSEE - Unédic & Sirène.

Dans les villes centre (en orange ou rouge sur le graphique), bien que quelquefois assez faible, l'évolution de l'emploi reste orientée à la hausse. Cela résulte d'un effet sectoriel positif (dû notamment à la progression des *services aux entreprises et du secteur financier*) qui surpasse l'effet géographique négatif. Ce dernier est lié à la fuite des activités du secteur secondaire (*industrie et construction*), qui quittent le centre et ses inconvénients tels son manque d'espace, ses prix du foncier élevés, ses voies de communication encombrées.

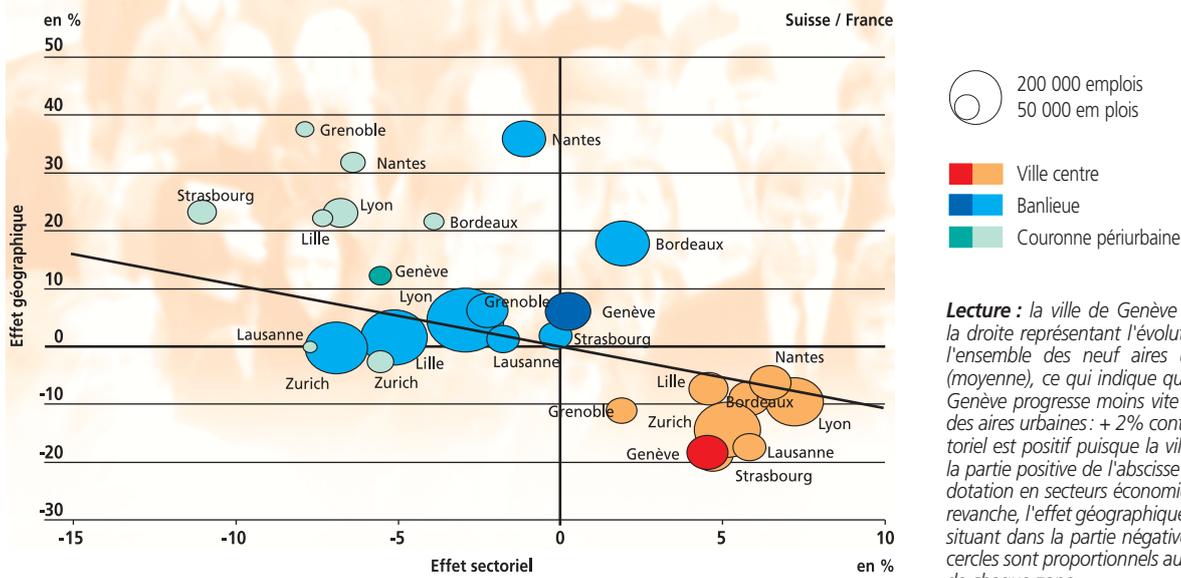
L'évolution des "banlieues" (en bleu) se rapproche de la moyenne des aires urbaines. Elles bénéficient d'un effet géographique positif du fait de l'extension des activités au-delà de la ville centre et d'un effet sectoriel négatif dû à la présence et à l'évolution de secteurs d'activité peu créateurs d'emplois (sur la période considérée), comme l'*industrie*.

Les couronnes périurbaines (en vert) sont les zones où les effectifs d'emplois sont les plus faibles et où ils croissent le plus rapidement. Leur effet sectoriel négatif et leur effet géographique positif signifient qu'elles gagnent des emplois principalement grâce à leur situation. Deux types d'activité s'y développent particulièrement : d'une part, le secteur secondaire qui profite de la place disponible et de prix du foncier inférieurs à ceux des autres zones; d'autre part, les services de proximité, tels que les commerces et les services aux personnes, qui suivent l'extension démographique de ces zones.

En conclusion, la progression de l'emploi est plus importante dans les couronnes périurbaines que dans les "banlieues", et dans les "banlieues" que dans les villes centre. Elle est donc d'autant plus marquée qu'on s'éloigne du centre. Ce mouvement vers la périphérie répond à la fois à des évolutions démographiques et à des nécessités économiques et spatiales. La progression plus rapide en couronne provient d'une capacité d'accueil et d'une non-saturation de l'espace meilleures que celles de la "banlieue" où un étalement plus ancien a déjà eu lieu. Cependant, dans la plupart des cas, les effectifs d'emplois sont plus importants dans la "banlieue" que dans la couronne périurbaine.

Effet sectoriel prépondérant dans les villes centre

Décomposition de l'évolution de l'emploi du secteur privé dans neuf aires urbaines entre 1995 et 2005



Sources : OFS - Recensement fédéral des entreprises, INSEE - Unédic & Sirène.

2. L'aire urbaine de Genève s'inscrit dans la logique commune

Comme dans les autres aires urbaines, l'emploi privé s'accroît sensiblement. Entre 1995 et 2005, il augmente de 13 % dans l'aire urbaine de Genève. Par comparaison, Lyon et Grenoble connaissent chacune une croissance de + 17 %.

L'explosion des services aux entreprises

Cette croissance recouvre des évolutions très divergentes selon les activités. Dans le secteur secondaire, l'industrie s'inscrit à la baisse (- 5 %), à la différence de la construction (+ 6 %). Dans le secteur tertiaire, l'une des évolutions les plus notables concerne les services aux entreprises (+ 39 %).

Du point de vue de l'étalement des activités économiques, le comportement de l'aire urbaine de Genève est proche de celui des autres aires urbaines : dans chacune des zones, l'évolution globale de l'emploi suit les grandes tendances constatées précédemment. La ville centre se comporte de manière similaire aux autres : l'effet géographique y est négatif et l'effet sectoriel positif. La "banlieue" se caractérise par une effet sectoriel légèrement positif, que l'on ne retrouve qu'à Bordeaux. L'effet géographique de la couronne périurbaine, moins marqué que dans les aires urbaines françaises, est supérieur à celui des aires urbaines suisses.

La ville de Genève (ville centre) gagne des emplois sur la période observée, mais selon un taux de croissance faible (+ 2 %, contre 16 % de croissance totale moyenne dans l'ensemble des

Emploi dans le secteur privé en 2005 et évolution entre 1995 et 2005, selon l'activité économique, par zone géographique

	Aire urbaine de Genève							
	Ville centre	Banlieue			Couronne périurbaine			Total
		suisse	française	Ensemble	suisse	française	Ensemble	
Emplois en 2005	102 735	98 873	30 353	129 226	15 331	19 781	35 112	267 073
dont Industrie	5 108	15 999	5 521	21 520	4 320	3 603	7 923	34 551
Construction	4 495	9 896	1 984	11 880	1 953	2 814	4 767	21 142
Commerce de détail	11 329	8 554	5 895	14 449	1 203	2 563	3 766	29 544
Hôtellerie et restauration	9 654	5 574	1 714	7 288	796	1 471	2 267	19 209
Activités financières	19 593	4 933	803	5 736	171	522	693	26 022
Services aux entreprises	20 634	16 497	4 363	20 860	1 794	1 594	3 388	44 882
Education	3 112	2 296	360	2 656	83	481	564	6 332
Santé	9 091	9 956	2 704	12 660	1 117	1 522	2 639	24 390
Services personnels	1 752	1 108	700	1 808	142	469	611	4 171
Variation 1995 - 2005 en %	1,7	22,8	18,6	21,8	23,0	21,4	22,1	13,2
dont Industrie	- 39,5	15,1	- 8,7	7,9	3,0	- 6,0	- 1,3	- 5,1
Construction	- 21,6	11,3	32,4	14,3	31,3	19,1	23,8	5,9
Commerce de détail	- 7,5	- 1,8	30,0	9,0	- 2,7	21,5	12,6	2,4
Hôtellerie et restauration	- 2,3	1,6	18,5	5,1	29,0	15,7	20,1	2,7
Activités financières	- 2,5	41,1	18,3	37,4	106,0	1,0	15,5	4,7
Services aux entreprises	25,8	50,2	40,4	48,0	82,5	72,7	77,8	38,5
Education	29,2	37,5	18,0	34,5	15,3	42,3	37,6	32,1
Santé	19,3	23,5	50,3	28,4	20,9	70,8	45,4	26,4
Services personnels	6,6	2,0	13,1	6,0	42,0	29,6	32,3	9,4

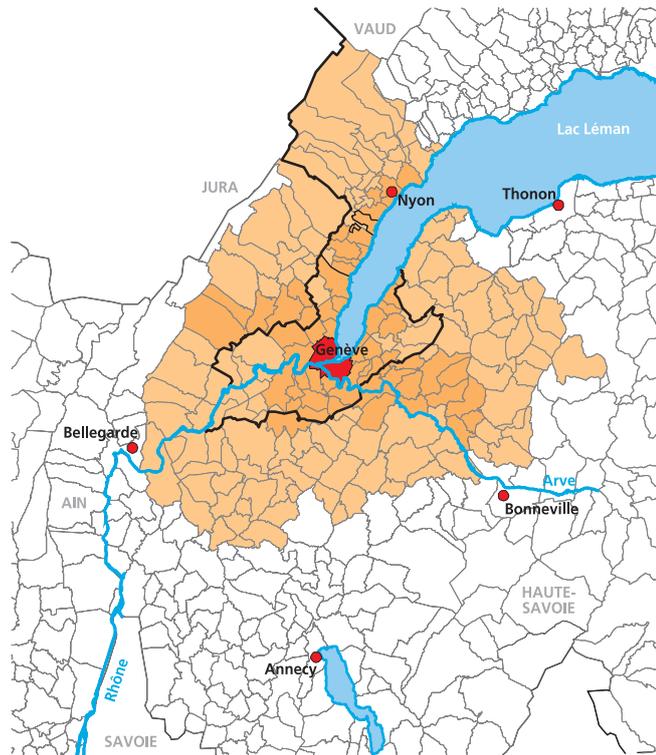
Sources : OFS - Recensement fédéral des entreprises, INSEE - Unédic & Sirène.

aires urbaines françaises et suisses étudiées). La couronne périurbaine, qui s'étale tant du côté français que suisse a, entre 1995 et 2005, une croissance du même ordre de grandeur que celle de la "banlieue" (+ 22%). Toutefois, la "banlieue" gagne, en termes d'effectif total, plus d'emplois que la couronne et que la ville centre. Dans cette dernière, en raison de sa petite taille et de sa forte densité d'emplois, il est difficile de créer de nouveaux emplois.

Au niveau des activités, les similitudes sont également nombreuses : la délocalisation des activités du secteur secondaire du centre vers la "banlieue" (*l'industrie* en particulier) et, plus encore, vers la couronne périurbaine (par exemple, pour la *construction*); le développement des *services aux entreprises* dans les trois zones et la progression des services de proximité (*commerce de détail, hôtellerie et restauration, santé et social, services personnels*) dans les zones de plus forte croissance démographique ("banlieue" et couronne périurbaine). Par contre, à l'inverse de ce qui se passe dans les autres aires urbaines, les *services financiers* quittent le centre et se développent essentiellement en "banlieue", voire même un peu en périphérie, cela vraisemblablement en raison de l'exigüité de la ville centre

Les services financiers débordent du centre

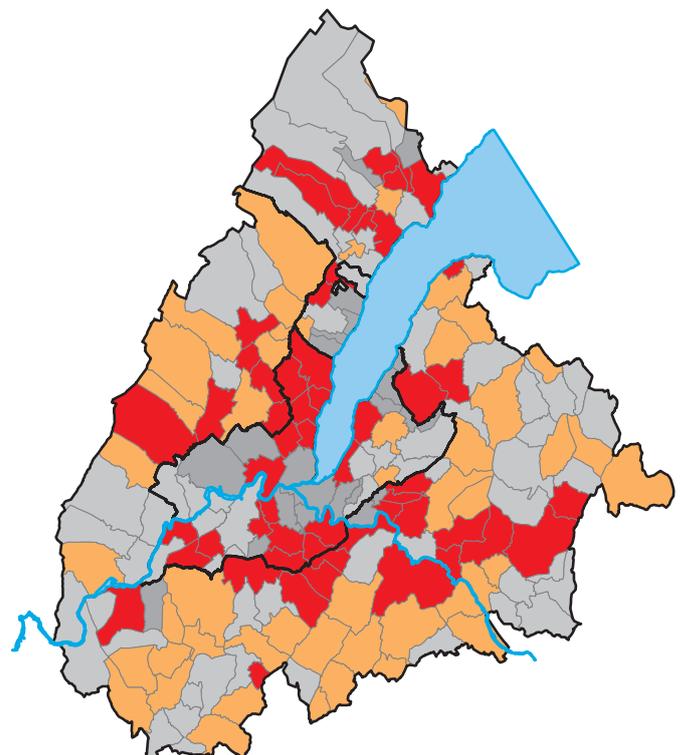
Aire urbaine de Genève, en 1999/2000



-  Ville centre (Genève)
-  Autres communes du pôle urbain ("banlieue")
-  Couronne périurbaine
-  Frontière nationale

Fond cartographique : IGN, SWISSTOPO, DCMO.
Source statistique : Observatoire statistique transfrontalier.

Aire urbaine de Genève
Variation absolue de la densité de l'emploi privé dans les services de proximité, entre 1995 et 2005, par commune



- Emplois par km²
-  Plus de 2
 -  Plus de 0 à 2
 -  Plus de -2 à 0
 -  -2 et au-dessous

Fond cartographique : IGN, SWISSTOPO, DCMO.
Sources statistiques : INSEE, OFS, Observatoire statistique transfrontalier.

La "banlieue" suisse et ses industries

3. L'aire urbaine de Genève est marquée d'un fort effet frontière

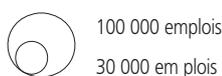
Afin de saisir un éventuel effet frontière dans le développement de ses activités économiques, l'aire urbaine a été découpée en cinq zones, contre trois précédemment : "banlieue" et couronne périurbaine ont été divisées en deux, une partie suisse et une partie française.

Dans les deux couronnes périurbaines, tandis que l'effet sectoriel est négatif, l'effet géographique s'avère positif. En revanche, la nature de l'évolution diverge entre les deux "banlieues" : l'effet sectoriel est légèrement positif côté suisse et négatif côté français.

En termes d'activités économiques, la "banlieue" suisse profite de l'essor de certaines activités industrielles, telles que l'*horlogerie* et la *chimie*, des *activités financières* et des *services aux entreprises*. Dans la "banlieue" française, les gains d'emploi concernent surtout des branches comme celles de la *construction*, du *commerce de détail*, de l'*hôtellerie-restauration*, des *services personnels*, soit des secteurs relevant pour la plupart de l'économie de proximité. Son comportement est proche de celui des couronnes périurbaines.

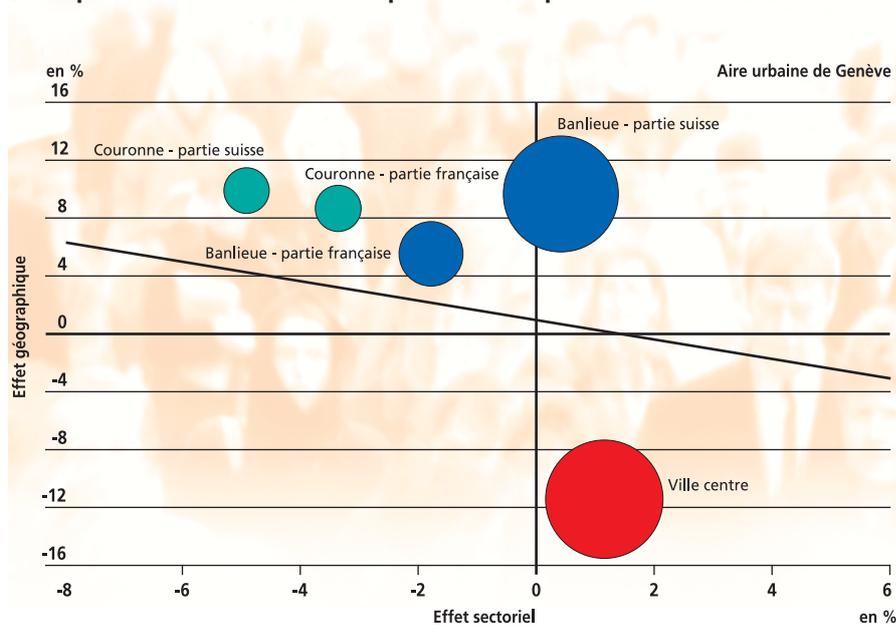
Dans ces dernières, l'effet géographique favorise le développement de certaines activités. Toutefois, on voit poindre d'emblée des indices de différence entre les deux couronnes de Genève : une *industrie* légèrement en progression côté suisse et en recul côté français, ou encore un *commerce de détail* qui croît particulièrement dans la couronne française.

Dans l'ensemble, les *activités financières*, bien qu'en progression dans chacune des zones (hormis la ville centre), augmentent plus fortement dans la partie suisse. Certaines activités industrielles vont même jusqu'à n'augmenter que du côté suisse. Côté français, les avantages sectoriels sont liés au *commerce de détail*, qui se développe alors qu'il régresse côté suisse, ainsi qu'au secteur de la *santé*, dont la progression est plus marquée en France.



Lecture : la partie française de la couronne périurbaine est positionnée au-dessus de la droite représentant l'évolution de l'emploi dans l'aire urbaine de Genève (moyenne), ce qui indique que l'emploi progresse plus vite dans cette zone que dans l'ensemble de l'aire urbaine : + 21% contre + 13%. L'effet sectoriel est négatif puisque la couronne périurbaine française se positionne dans la partie négative de l'abscisse (du fait d'une moindre dotation en secteurs économiques dynamiques). L'effet géographique est positif, la couronne périurbaine française se situant dans la partie positive de l'ordonnée (le développement des secteurs économiques concernés réagissant à des facteurs tels que proximité de la population, accès aux voies de communication, prix des terrains, etc.). Les cercles sont proportionnels aux effectifs de l'emploi de chaque zone.

Décomposition de l'évolution de l'emploi du secteur privé entre 1995 et 2005



Sources : OFS - Recensement fédéral des entreprises, INSEE - Unédic & Sirène.

Le cas des secteurs de haute technologie

Parmi les secteurs porteurs, l'évolution de l'emploi dans les *activités industrielles de haute technologie*, met particulièrement en évidence l'effet frontière.

En effet, l'analyse des activités de haute technologie fait apparaître un effet géographique négatif pour la couronne périurbaine française alors qu'il est positif pour la couronne suisse. Dans les "banlieues", l'effet géographique est positif, mais il est nettement plus important côté suisse. Ainsi, un écart entre les parties française et suisse apparaît au profit de cette dernière. Les entreprises de haute technologie se concentrent donc dans la partie suisse de l'aire urbaine de Genève.

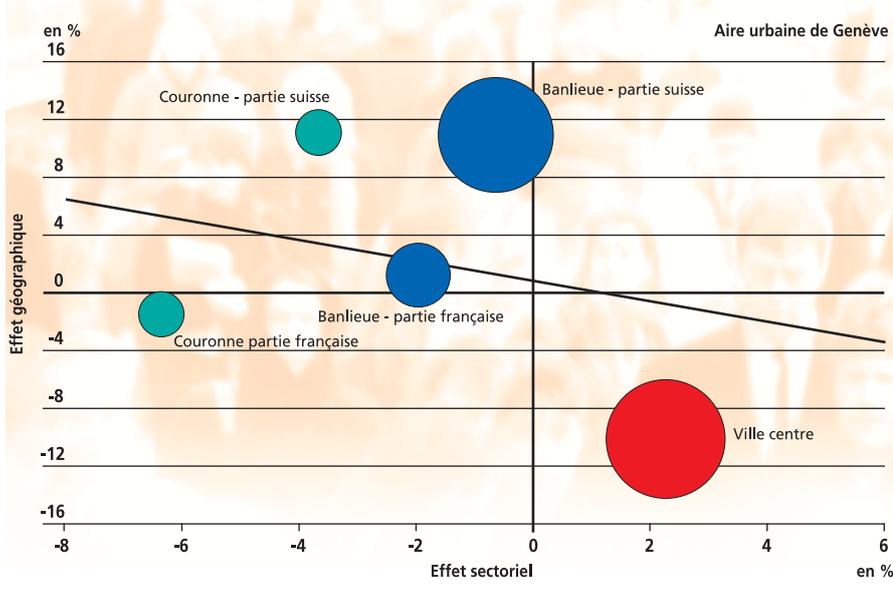
Activité de haute technologie la plus répandue dans l'aire urbaine de Genève, la branche *électronique, mécanique de précision, horlogerie* illustre bien l'effet frontière. En effet, entre 1995 et 2005, cette activité s'est développée dans le canton de Genève, tandis qu'elle régresse dans la partie française de l'aire urbaine. Ce constat est lié à la progression des activités horlogères, traditionnellement plus développées dans la partie suisse de l'aire urbaine.

Le cas des secteurs à forte intensité de connaissance (SFIC)

Ces secteurs qui correspondent pour le tertiaire à ce que sont les activités de haute technologie pour l'industrie sont nettement plus développés côté suisse, où ils représentent 99 000 emplois privés en 2005, que côté français (16 000 emplois). Malgré cela, les évolutions sont proches dans les zones suisses (+ 42 %) et françaises (+ 43 %) de l'aire urbaine. La progression est par contre plus faible dans la ville centre (+ 13 %).

L'expansion des activités horlogères

Décomposition de l'évolution de l'emploi du secteur privé dans les secteurs de haute technologie entre 1995 et 2005



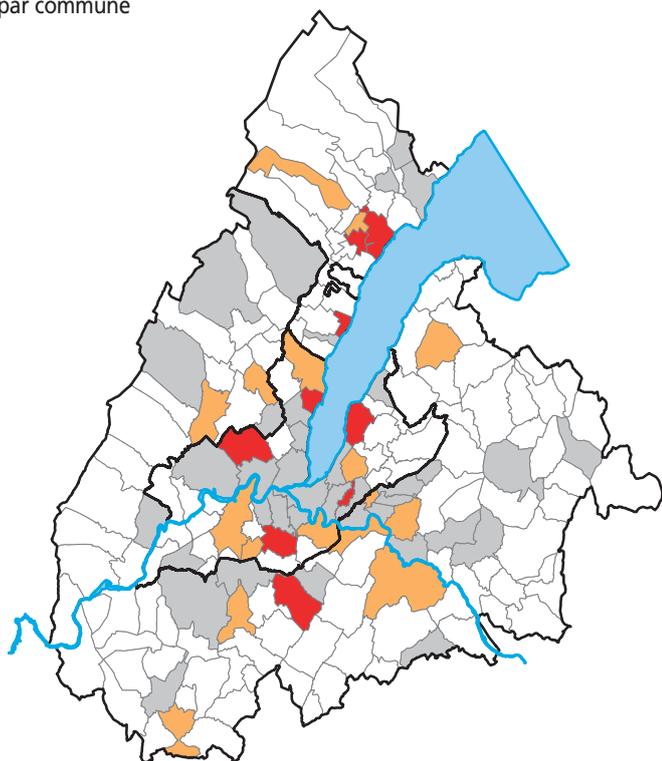
Lecture : la partie suisse de la "banlieue" est positionnée au-dessus de la droite représentant l'évolution de l'emploi dans l'aire urbaine de Genève, ce qui indique que l'emploi dans les secteurs de haute technologie progresse plus vite dans cette zone que dans l'ensemble de l'aire urbaine : + 77% contre + 13%. L'effet sectoriel est légèrement négatif puisque la "banlieue" suisse se positionne dans la partie négative de l'abscisse (du fait d'une dotation en secteurs dynamiques de haute technologie plus faible que dans d'autres domaines). L'effet géographique est positif, la "banlieue" suisse se situant dans la partie positive de l'ordonnée (le développement des secteurs économiques concernés réagissant à des facteurs tels qu'accès aux voies de communication, prix des terrains, etc.). Les cercles sont proportionnels aux effectifs de l'emploi de chaque zone.

Sources : OFS - Recensement fédéral des entreprises, INSEE - Unédic & Sirène.

Ces domaines d'activité ne mettent pas en évidence une évolution plus favorable d'un côté de la frontière ou de l'autre.

En revanche, dans les SFIC de haute technologie (*activités informatiques, R&D, postes et télécommunications*) les différences sont sensibles. En dix ans, le nombre d'emplois dans ces activités ne bouge guère côté français alors qu'il double côté suisse.

Aire urbaine de Genève
Variation absolue de la densité de l'emploi privé dans l'électronique, la mécanique de précision et l'horlogerie, entre 1995 et 2005, par commune



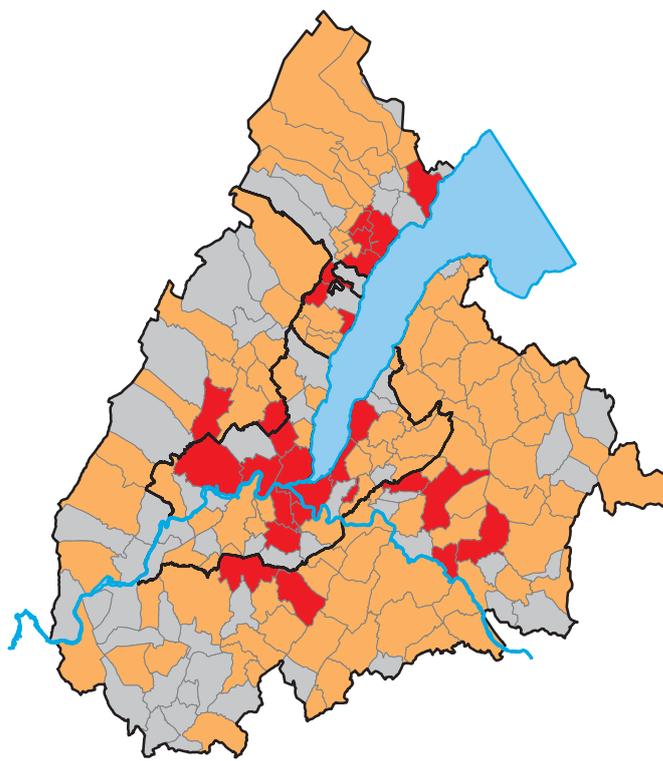
Emplois par km²

- Plus de 10
- Plus de 0 à 10
- 0 et moins
- Communes sans emploi dans ce secteur d'activité

Fond cartographique: IGN, SWISSTOPO, DCMO.

Sources statistiques: INSEE, OFS, Observatoire statistique transfrontalier.

Aire urbaine de Genève
Variation absolue de la densité de l'emploi privé dans les services aux entreprises, entre 1995 et 2005, par commune



Emplois par km²

- Plus de 10
- Plus de 0 à 10
- 0 et moins

Fond cartographique: IGN, SWISSTOPO, DCMO.

Sources statistiques: INSEE, OFS, Observatoire statistique transfrontalier.

Activités de haute technologie : définitions

L'intérêt porté aux domaines de haute technologie a incité EUROSTAT et l'OCDE à créer une classification conventionnelle des activités économiques selon leur degré de technologie.

Pour l'industrie, les activités faisant partie de la plus haute catégorie sont la *fabrication de machines de bureau et de matériel informatique, celle d'équipements de radio, de télévision et de communication, enfin celle d'instruments médicaux, de précision et d'optique, dont l'horlogerie*. Pour le secteur tertiaire, les activités faisant partie de la plus haute catégorie (services à forte intensité de connaissances ou SFIC) sont les *transports par eau, les transports aériens, les postes et télécommunications, les activités financières, l'immobilier, les services aux entreprises, l'éducation, la santé, les activités récréatives, culturelles et sportives*.

En résumé

Bien que l'évolution globale de l'emploi soit semblable de part et d'autre de la frontière, le développement de certaines activités se fait de manière différenciée. La partie française se caractérise par le développement du *commerce de détail* aux dépens de la partie suisse, ce développement ayant été favorisé par les rapports de change. Par contre, la partie suisse profite de la croissance de domaines plus porteurs, tels que les *industries de haute technologie* ou les *activités financières*.

Étalement économique à Zurich et Lausanne : quelques particularités

Bien qu'évoluant globalement de manière similaire aux aires urbaines françaises, les aires urbaines de Lausanne et Zurich se distinguent par quelques traits spécifiques.

L'évolution de l'emploi privé y est plus faible que dans les aires urbaines françaises (+ 8% contre 19%). Les villes centre ont un comportement semblable à celui des aires urbaines françaises : leur évolution est inférieure à l'évolution globale, mais reste positive puisque l'effet sectoriel positif n'est pas compensé par l'effet géographique négatif. Les "banlieues" ont également un comportement "classique". Par contre, les couronnes périurbaines ont un effet géographique légèrement négatif, alors qu'il est fortement positif ailleurs.

En terme d'effectif, le poids des villes de Zurich et de Lausanne (villes centre de leurs aires urbaines respectives) est plus - ou presque aussi - important que celui de la "banlieue". Parmi les aires urbaines étudiées, seule Strasbourg possède cette caractéristique. Cette spécification peut s'expliquer par la poids prépondérant de ces villes au sein de leurs aires urbaines respectives.

Définitions, nomenclatures et méthodes

Données statistiques, sources et champ

Les données sur l'emploi couvrent l'ensemble des activités du secteur privé, à l'exception de celles du secteur primaire (agriculture, sylviculture, pêche, etc.). Côté suisse, les recensements des entreprises (RE) prennent en compte les emplois salariés et non salariés, qui correspondent à une activité économique d'au moins 6 heures par semaine. Les données françaises sur les salariés sont issues de l'Unédic et couvrent uniquement le secteur privé. Les données des entreprises sans salarié ont été prises en considération (par le rajout d'un emploi) en recourant aux données Sirene.

Aire urbaine, pôle urbain, ville centre

L'analyse s'appuie sur le zonage en aires urbaines, déterminé par les déplacements domicile - lieu de travail. Dans ces aires urbaines, trois zones géographiques ont été prises en considération : la *ville centre* (ou commune noyau du pôle urbain), les *autres communes du pôle urbain*, qui forment, dans l'étude, la «banlieue», et la *couronne périurbaine* constituée de toutes les autres communes de l'aire urbaine¹.

Nomenclature d'activités économiques

La partition de l'économie en différentes branches d'activité repose sur la nomenclature des activités économiques de la Communauté européenne (NACE), cadre des nomenclatures utilisées en Suisse (NOGA) et en France (NAF).

Les *activités financières* englobent l'intermédiation financière (les banques), la gestion de portefeuilles, l'administration de marchés financiers, etc., ainsi que les assurances et les activités qui leur sont liées.

Méthode d'analyse structurelle-résiduelle

La méthode d'analyse structurelle-résiduelle a été appliquée pour distinguer les effets sectoriel et géographique dans les évolutions d'emploi. Le différentiel de variation de l'emploi des zones de l'aire urbaine de Genève avec la moyenne de ces zones peut être décomposé en deux effets additifs : un effet sectoriel et un effet résiduel que l'on considérera comme géographique.

L'effet sectoriel est l'évolution de l'emploi total de la zone, si chacun de ses secteurs avait connu l'évolution constatée dans le même secteur au niveau de l'ensemble de l'aire urbaine. C'est un effet «théorique» ou «attendu» différent de l'effet «réel» ou «constaté».

L'effet géographique est la différence entre l'effet «constaté» et l'effet sectoriel. Si l'effet géographique est positif cela signifie que la zone fait preuve d'un dynamisme particulier au vu de la croissance économique globale et de sa dotation en secteurs économiques. Il peut résulter de l'action des pouvoirs publics, des migrations de population, des prix du foncier, de l'accès aux voies de communication, de la notoriété, etc.

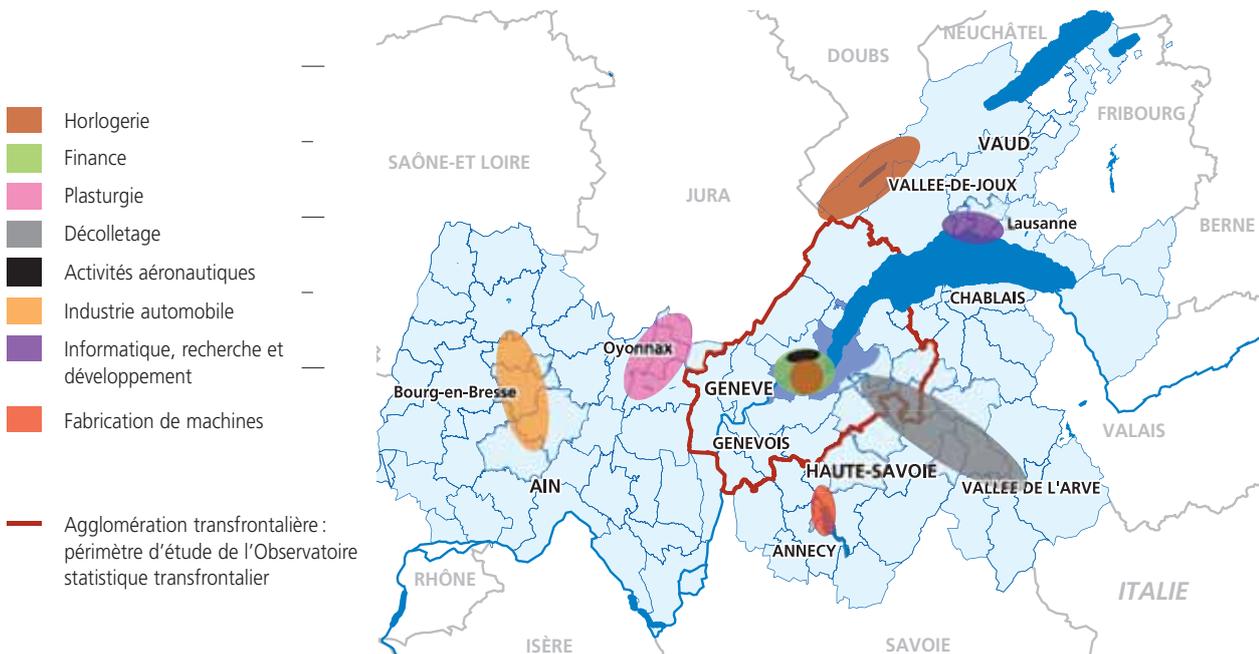
¹ *Agglomérations et aires urbaines dans l'espace transfrontalier Ain-Haute-Savoie-Genève-Vaud*, fiche thématique 09' Martin Schuler, 2004.

Deuxième partie ou les pôles d'activités / l'aire urbaine de Genève côté suisse

Cette partie complète l'étude sur le développement économique de l'espace transfrontalier.

Elle se focalise, d'une part, sur la mise en évidence de pôles d'activités économiques du secteur privé² au sein de l'espace transfrontalier et, d'autre part, sur le développement économique du district de Nyon, dont les communes n'avaient pas été distinguées de la périphérie de Genève dans la première étude.

Concentration spatiale des emplois du secteur privé dans l'espace transfrontalier, selon la branche d'activité*, en 2005



*Côté France, lorsque les entreprises sont classées selon leur activité principale, les regroupements effectués constituent des "secteurs", les "branches" ou "branches d'activité" ne regroupant que des unités de production homogènes (contrairement à l'usage statistique en Suisse). Le lecteur français devra donc traduire "branche" en "secteur".

Source: OFS, Recensement des entreprises, INSEE - Unédic & Sirene
Fond cartographique: IGN, SWISSTOPO, SEMO

² Les emplois des activités qui relèvent entièrement du secteur public (administration publique, activités extraterritoriales) sont donc écartés, tandis que, pour les activités qui se répartissent entre secteur public et secteur privé (transports et communications, éducation, santé et activités sociales), seuls les emplois privés sont pris en considération.

L'espace transfrontalier

Le dynamisme fort du bassin lémanique

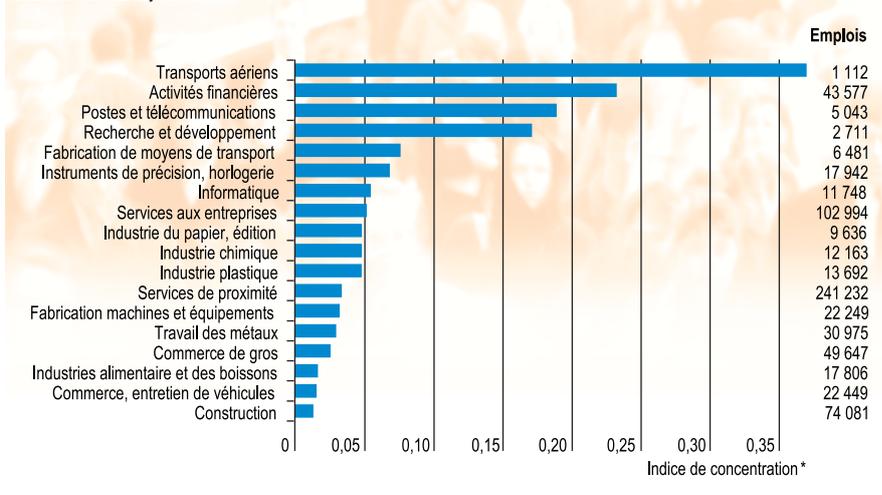
1. L'emploi privé entre 1995 et 2005 en résumé

Sur l'ensemble des territoires de l'espace transfrontalier, l'emploi dans le secteur privé augmente de + 14,0 %, entre 1995 et 2005. Son accroissement est plus fort côté français que côté suisse (+ 20,0 % en Haute-Savoie et + 19,0 % dans l'Ain, contre + 10,8 % dans le canton de Genève et + 8,7 % dans celui de Vaud).

Les évolutions d'emploi par commune mettent en évidence le dynamisme fort et général du bassin lémanique, côté suisse comme côté français. Le canton de Genève y contribue grandement. En Haute-Savoie, l'axe Sud (région d'Annecy), l'axe Est (vallée de l'Arve) ainsi que les régions de montagne dont le tourisme est le moteur enregistrent une croissance marquée. Plusieurs pôles de développement économique émaillent le département de l'Ain, dont deux sous l'influence d'une métropole, Lyon d'un côté, Genève de l'autre. Dans le canton de Vaud, au-delà de l'arc lémanique, diversité de rythme et dispersion également : parmi les régions les plus dynamiques figure notamment la vallée de Joux.

Le secteur tertiaire est le moteur de la progression de l'emploi privé dans l'espace transfrontalier (+ 21,0 %, contre + 14,0 % pour l'ensemble des activités). Chacun des territoires en bénéficie largement. A l'inverse, le secondaire – dont le niveau de l'emploi est stable dans l'ensemble de l'espace transfrontalier (+ 0,2 %) – augmente légèrement dans les deux départements français tandis qu'il diminue dans les deux cantons suisses.

Concentration spatiale et emplois de certaines branches d'activités dans l'espace transfrontalier, en 2005



Source : OFS - Recensement des entreprises, INSEE - Unédic & Sirene

Lecture: les deux branches d'activité les plus concentrées géographiquement à l'échelon des communes sont les transports aériens (l'indice de concentration vaut 0,37) et les activités financières

* Voir note 3, page 21.

2. Concentration des branches par commune : les pôles d'activités

Le choix de la localisation d'une entreprise résulte d'une réflexion basée sur divers critères tels que l'accessibilité du lieu, la surface des locaux disponibles, leur prix, la présence de main-d'œuvre qualifiée, voire spécialisée. Ceci peut amener des entreprises exerçant une même activité à se localiser, se regrouper, dans une même zone géographique. La concentration des entreprises et des emplois conduit à la création d'un pôle spécialisé.

Le territoire de l'espace transfrontalier comporte plusieurs pôles spécialisés, principalement dans des activités industrielles.

Dans le cadre de cette étude, la concentration des activités est analysée à l'échelon des communes, sur la base des indices de Herfindahl³.

Parmi les activités les plus concentrées, les activités horlogères sont fortement présentes dans la vallée de Joux et la région genevoise. A elles deux, ces régions regroupent deux tiers des emplois horlogers recensés dans l'espace transfrontalier. La vallée de Joux est même spécialisée dans cette activité, en ce sens qu'une forte proportion des emplois est liée à cette activité : plus de 6 emplois sur 10. De son côté, le canton de Genève, au vu de la diversité des activités qu'il abrite, n'est pas spécialisé dans l'horlogerie. Ce secteur représente 4 % des emplois de l'espace transfrontalier.

Le canton de Genève apparaît également comme un pôle financier. En effet, la ville de Genève et quelques communes périurbaines abritent plus de la moitié des emplois du domaine. Les activités financières se trouvent dans l'ensemble de l'espace transfrontalier au travers des agences des banques locales. La particularité de Genève est la présence de nombreuses banques de portée internationale.

Près d'un tiers des emplois dans les activités informatiques et de recherche et développement sont concentrés dans l'ouest lausannois. Cette localisation est certainement liée pour partie à la proximité de l'Ecole polytechnique fédérale et de l'Université de Lausanne.

La région d'Oyonnax concentre quant à elle plus de la moitié des emplois de la plasturgie (transformation de matières plastiques) de l'espace.

Bien que relativement peu concentrées, les activités de travail des métaux sont fortement présentes dans la vallée de l'Arve. Cette région est plus particulièrement spécialisée dans le décolletage.

**Des pôles axés
sur l'horlogerie
et la finance...**

**... sur la recherche,
la plasturgie et
le décolletage**

³ L'indice de concentration de Herfindahl permet de caractériser la répartition des emplois d'un secteur d'activité entre communes. La valeur de l'indice varie entre 0 (non inclus), si les emplois sont répartis de manière uniforme sur l'ensemble des communes, et 1 (inclus), si tous les emplois du secteur sont regroupés dans la même commune.

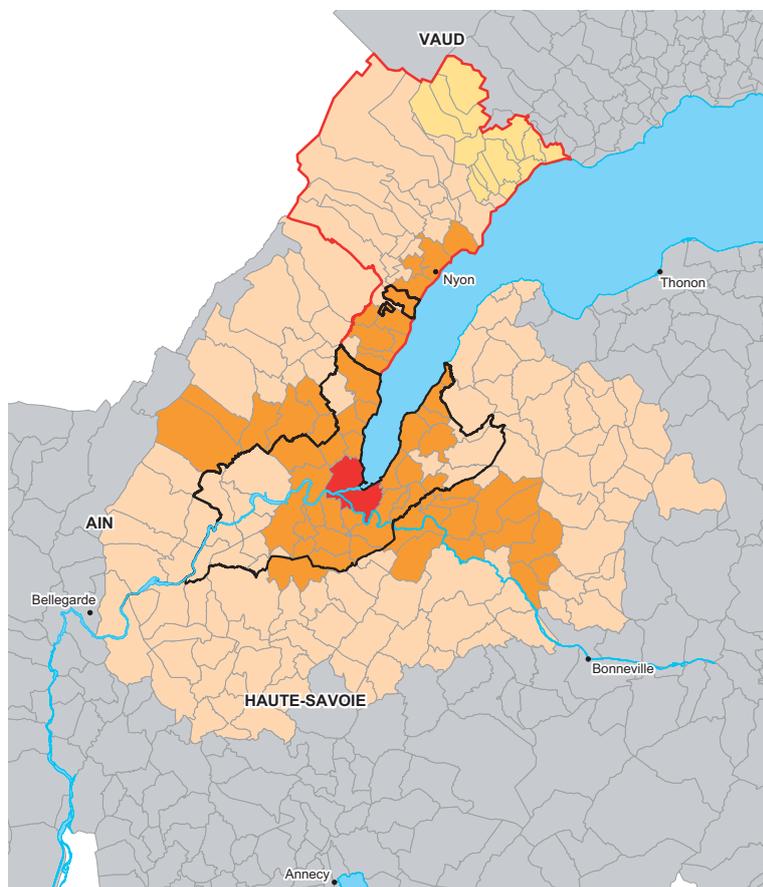
Activités de proximité et service aux entreprises: la dispersion

Dans les activités de service, la localisation s'opère de façon différente. Les activités telles que les services de proximité (commerce de détail, restauration, services aux personnes) se localisent en fonction des lieux de résidence des personnes. On les retrouve ainsi sur la quasi-totalité du territoire et elles sont, de ce fait, relativement peu concentrées.

La logique est similaire pour les activités de services aux entreprises. Comme son nom l'indique, cette branche, la plus importante en termes d'emploi dans l'espace transfrontalier, a une activité liée à celle d'autres entreprises. Elle est ainsi présente partout, mais plus spécifiquement dans les zones au tissu productif dense.

Aire urbaine de Genève

-  Canton de Genève
-  District de Nyon
-  Ville centre
-  Communes de la «banlieue»
-  Communes de la couronne périurbaine
-  Communes du district de Nyon hors aire urbaine



District de Nyon

1. L'emploi privé entre 1995 et 2005

Le district de Nyon est composé de 47 communes, dont une grande partie (33 communes) font partie de l'aire urbaine de Genève : 10 communes appartiennent à sa «banlieue» et 23 à sa couronne périurbaine. En 2005, le district compte 21 971 emplois dans le secteur privé, dont 19 323 sont recensés dans les communes de l'aire urbaine. Les principales branches d'activité sont, par ordre d'importance, les services aux entreprises, le commerce de détail, la santé et l'industrie.

Entre 1995 et 2005, le nombre d'emplois recensés dans le district progresse de + 17,4 %. Les quatre principales branches d'activité précitées sont celles qui ont connu la plus importante progression.

L'industrie est, dans le district de Nyon, comme dans de nombreuses régions, en recul (- 4,1 % en 10 ans). Cependant, l'industrie de pointe (horlogerie, chimie, fabrication de machines) se développe fortement : + 28,5 %.

2. Le district de Nyon dans l'aire urbaine de Genève

Avec 21 971 emplois, le district de Nyon représente un peu plus de 8 % du total des emplois de l'aire urbaine de Genève. Certaines activités y sont plus concentrées que dans le reste de l'aire urbaine. C'est le cas du commerce de détail, activité pour laquelle le district de Nyon représente 10,2 % du total des emplois de l'aire urbaine. Cette forte proportion est notamment liée à la présence de plusieurs centres commerciaux dans le district. Les activités relatives à la santé sont également fortement implantées sur le territoire (11,1 %), en raison de

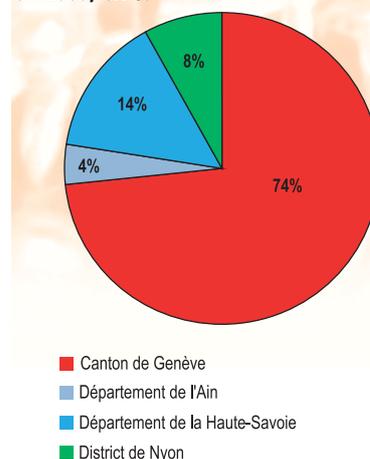
**Quatre branches
d'activité dynamisent
le district**

Emploi dans le secteur privé du district de Nyon, selon l'activité économique, entre 1995 et 2005

	Effectif en 2005	Variation, en %	Part dans l'aire urbaine de Genève, en %
Industrie	2 440	- 4,1	7,0
Construction	2 058	14,5	9,6
Commerce de détail	3 057	11,9	10,2
Hôtellerie et restauration	1 495	4,5	7,7
Activités financières	984	1,1	3,8
Services aux entreprises	3 584	56,3	7,8
Education	914	43,7	13,9
Santé	2 742	23,2	11,1
Services personnels	378	9,2	9,0
Autres activités	4 319	15,6	8,2
Total	21 971	17,4	8,1

Source : OFS - Recensement des entreprises, INSEE - Unédic & Sirene

Répartition des emplois privés dans l'aire urbaine de Genève, selon le territoire, en 2005, en %



District de Nyon et canton de Vaud

- Les 21 971 emplois du secteur privé dans le district représentent 9 % de ceux du canton.
- Entre 1995 et 2005, ils augmentent de + 17,4 % (contre + 8,7 %).

présence d'établissements de soins hospitaliers dans certaines communes, tout comme celles liées à l'enseignement, du fait de la présence de plusieurs écoles internationales.

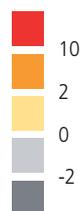
A l'inverse, les activités financières, activités parmi les plus importantes en termes d'emploi dans l'aire urbaine, y sont plus rares (3,8 %).

Entre 1995 et 2005, l'emploi progresse de 13,2 % dans l'ensemble de l'aire urbaine de Genève, soit moins fortement que dans le district (17,4 %). La croissance est sensible dans les communes du district qui appartiennent à l'aire urbaine (22,7 %) alors que l'emploi diminue dans les autres (- 10,5 %).

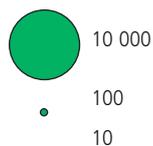
D'une manière générale, l'étalement des activités économiques dans le district de Nyon se fait selon la logique visible dans le reste de l'aire urbaine. L'industrie et la construction quittent le centre de l'aire urbaine, à savoir la ville de Genève, en raison de son manque d'espace, des prix du foncier élevés et des difficultés d'accès, pour se déployer dans la banlieue et la couronne périurbaine. Dans le

District de Nyon Total de l'emploi privé, par commune

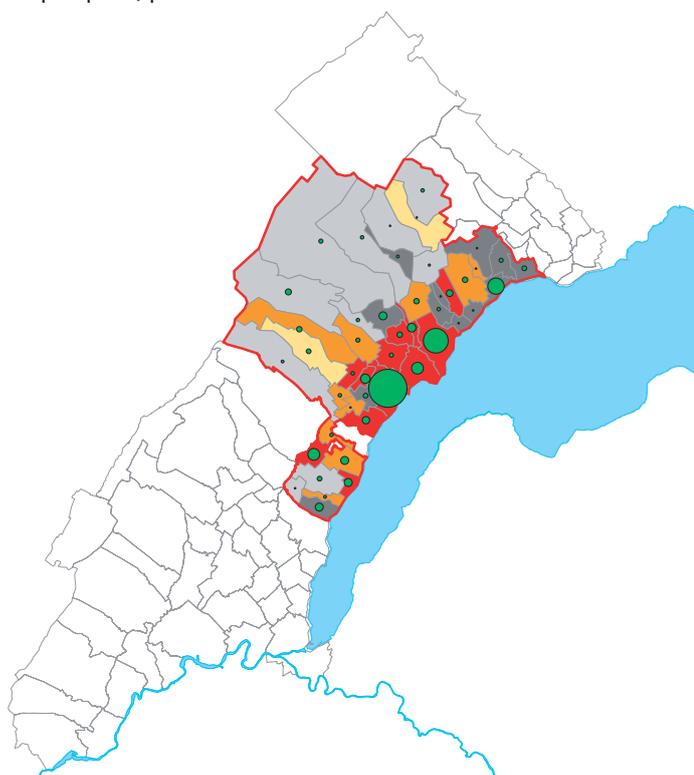
Variation de l'emploi au km²
entre 1995 et 2005



Nombre d'emplois en 2005



— District de Nyon



Source: OFS, Recensement des entreprises
Fond cartographique: IGN, SWISSTOPO, SEMO

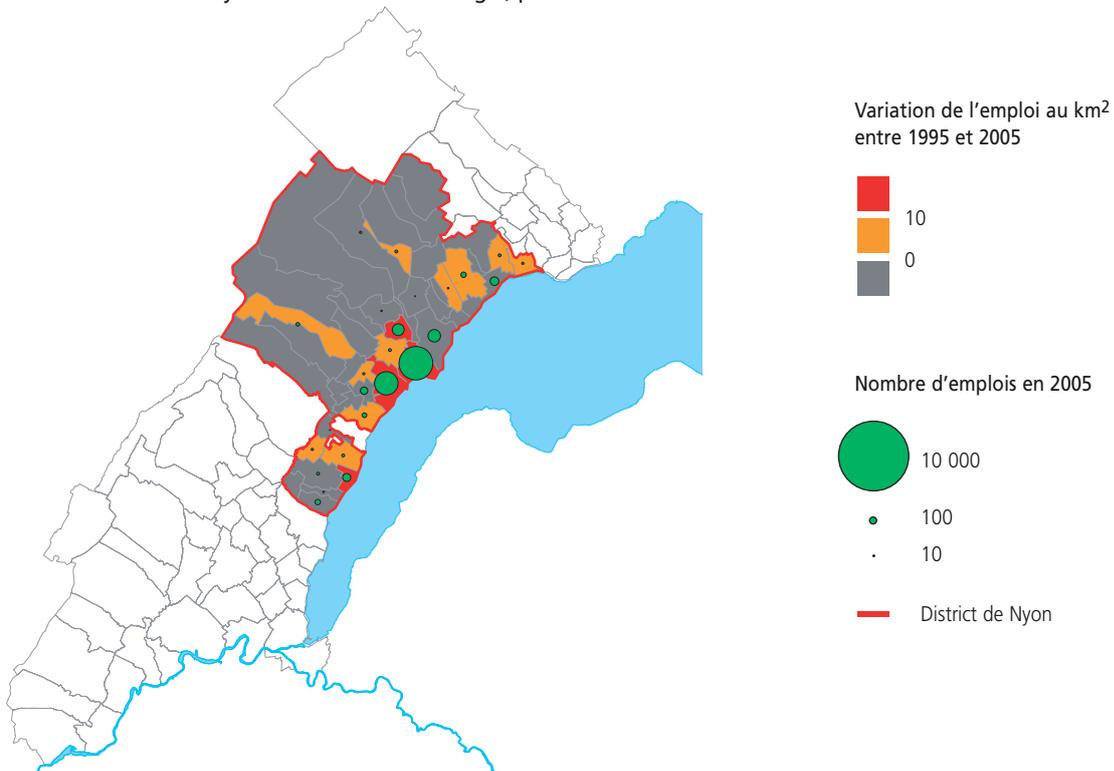
district de Nyon, ce sont surtout les activités industrielles de haute technologie, principalement la chimie et l'horlogerie, qui se développent.

Les services aux entreprises progressent dans l'ensemble du district à un rythme soutenu. Les services de proximité (commerce de détail, hôtellerie et restauration, services personnels) suivent l'évolution démographique et croissent ainsi de façon plus marquée dans la couronne périurbaine (voir carte pages 13 et 16).

Ainsi, le développement économique du district de Nyon ne peut pas être strictement apparenté à celui de la banlieue située dans le canton de Genève ou de la banlieue française. En effet, l'évolution des industries de pointe est semblable à celle enregistrée côté suisse, tandis que l'importance du commerce de détail et sa progression est plus proche de la situation vécue côté français.

Un développement économique soutenu par des industries de pointe et le commerce de détail

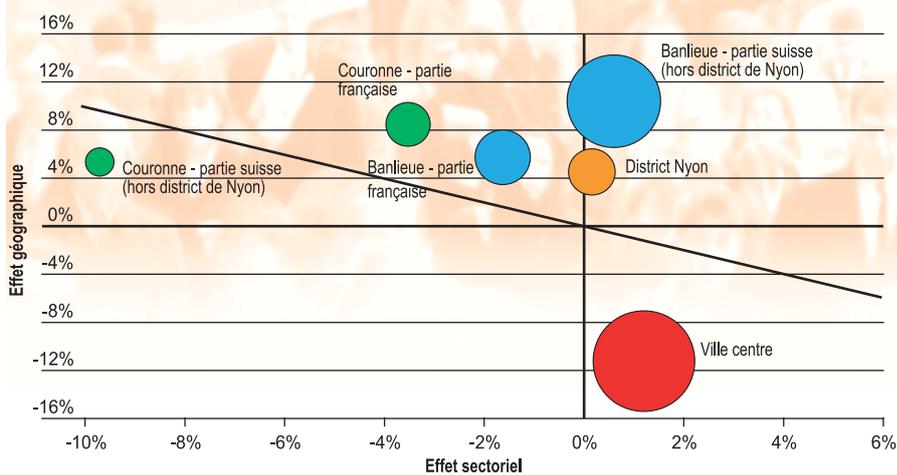
District de Nyon
 Emploi dans les activités de moyenne et haute technologie, par commune



Source: OFS, Recensement des entreprises
 Fond cartographique: IGN, SWISSTOPO, SEMO

Lecture : le district de Nyon est positionné au-dessus de la droite représentant l'évolution de l'emploi dans l'aire urbaine de Genève (moyenne), ce qui indique que l'emploi y progresse plus vite que dans l'ensemble de l'aire urbaine (+ 17,4 % contre + 13,2 %). L'effet sectoriel est (très légèrement) positif : le district se positionne dans la partie positive de l'axe des abscisses du fait d'une assez bonne dotation en secteurs économiques dynamiques. L'effet géographique est nettement positif : le district se situe dans la partie positive de l'axe des ordonnées sous l'effet d'un développement économique dynamisé par des facteurs tels que l'accès aux voies de communication, le prix des terrains, etc.

Décomposition de l'évolution du total de l'emploi privé dans l'aire urbaine de Genève, entre 1995 et 2005



Pour toute information

Institut national de la statistique (INSEE)
Direction régionale de Rhône-Alpes
165, rue Garibaldi - 69401 Lyon Cedex 03
Téléphone : +33 478 63 28 15
Télécopie : +33 478 63 25 25
Messagerie : insee-contact@insee.fr
Internet : www.insee.fr/rhone-alpes

Office cantonal de la statistique (OCSTAT)
82, route des Acacias
Case postale 1735 - 1211 Genève 26
Téléphone : +41 22 388 75 00
Télécopie : +41 22 388 75 10
Messagerie : statistique@etat.ge.ch
Internet : www.ge.ch/statistique



• Responsable de la publication : Dominique Frei, directeur de l'OCSTAT	• Edition février 2010
• Diffusion : Internet : www.statregio-francosuisse.net	• Graphisme : OCSTAT

• Analyses	OCSTAT-Genève	INSEE Rhône-Alpes
• Données	OFS	INSEE Unédic
• Copyright INSEE - OCSTAT		